INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

Investissements privés et publics Perspectives 2010 FLASH

En bref

- ***Hausse des intentions d'investissements de 2,1 milliards au Québec***
- ***L'investissement public dépassera le tiers des dépenses en immobilisation en 2010***
- ***Le taux de réalisation des projets en 2009 est meilleur que prévu à la mi-année***

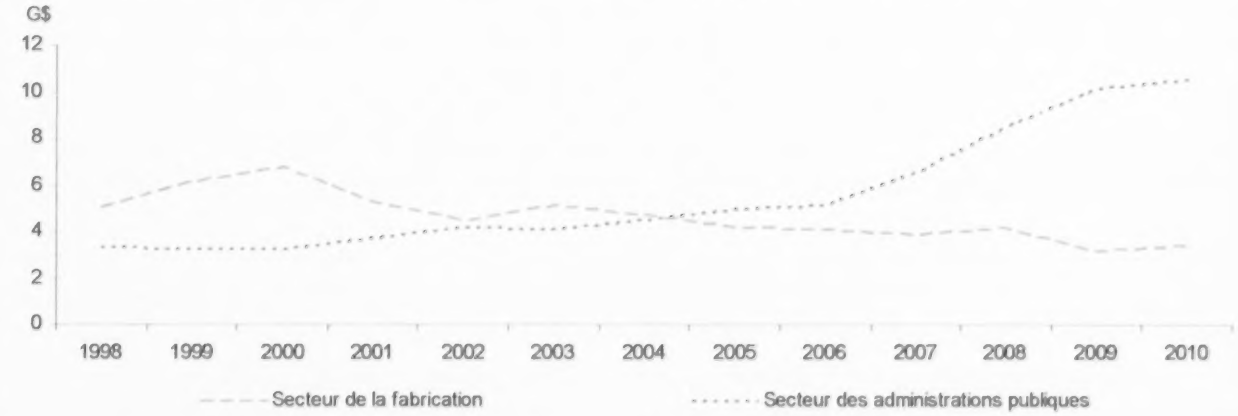
INVESTISSEMENTS SELON LES SECTEURS AU QUÉBEC

Les intentions d'investissement au Québec augmentent de 2,1 G$ en 2010, soit une cinquième hausse annuelle consécutive. Cette hausse est majoritairement due aux investissements du secteur public (+ 8,8 % ou + 1,8 G$), qui enregistrent une onzième hausse consécutive. Le secteur privé croît pour sa part de 374,3 M$ (+ 0,9 %) faisant suite à la baisse record de 2,8 G$ enregistrée en 2009. Si on exclut le secteur du logement, la hausse du secteur privé non résidentiel est de 1,5 %, faisant suite à une diminution de 15,0 % en 2009.

Au niveau des regroupements industriels, on observe une croissance dans tous les regroupements. Les industries productrices de biens renouent avec la croissance en 2010 (+ 10,5 %), après avoir subi une baisse en 2009 (la première depuis 2005). Cette croissance est générée par des hausses substantielles dans le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz (+ 531,9 M$ ou + 35,1 %) et dans celui des services publics (+ 454,2 M$ ou + 8,2 %). La croissance dans le secteur manufacturier en 2010 (+ 8,0 %) est importante à souligner, considérant que le secteur a atteint un creux historique en 2009. Néanmoins, les niveaux atteints en 2010, tant en construction qu'en machines et matériel, demeurent historiquement bas.

Figure 1

Dépenses en immobilisation des secteurs de la fabrication et des administrations publiques[1], Québec, 1998-2010[2]



1. Statistique Canada, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord*, Canada 2002.
2. 1998-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires; 2010 : perspectives.

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

Québec

Les industries productrices de services croissent quant à elles de 2,9 % (+ 824,0 M$) en 2010, soit une septième hausse consécutive. On constate également que 2009 est la première année où les dépenses capitalisées en construction dépassent celles en machines et équipement, tendance confirmée dans les perspectives 2010. La forte croissance entre 2006 et 2009 des dépenses en immobilisation des administrations publiques, très intenses en construction (82,9 % en 2010), est en grande partie responsable de ce changement. Bien que les dépenses en immobilisation des administrations publiques croissent plus modérément en 2010 (comparativement aux dernières années), il n'en demeure pas moins que l'investissement de ce secteur a plus que triplé en 10 ans, portant ainsi à 36,6 % sa part au sein des industries productrices de services.

Le chef de file de la croissance en 2010 est le secteur du transport et entreposage, avec une croissance de plus de 850 M$ (37,2 % de plus qu'en 2009) atteignant ainsi un nouveau sommet à 3,1 G$. Le sous-secteur du transport en commun et transport terrestre de voyageurs est responsable de cette augmentation marquée, comptant à lui seul pour 837,6 M$ de l'augmentation du secteur. Combinés à la hausse de 386,7 M$ des administrations publiques, ces deux secteurs suffisent nettement à éponger les diminutions observées dans le secteur finances et assurance (- 281,2 M$) et du secteur des services immobiliers et services de location et location à bail (- 127,2 M$).

En ce qui a trait au logement, le Québec n'a pas ressenti la baisse enregistrée au Canada en 2009 (- 11,3 %) et croît en 2010 pour une cinquième année consécutive. Le secteur atteint ainsi 20,7 G$, soit 47,9 % du total des immobilisations en construction du Québec.

Investissements publics au Québec

En 2010, les investissements du secteur public québécois totaliseront 21,9 G$, représentant un peu plus du tiers des dépenses totales en immobilisation, proportion atteinte pour la première fois depuis 1998. Le secteur public regroupe 3 grandes catégories d'investisseurs : les gouvernements (fédéral, provincial, locaux), les institutions (santé et éducation) et les entreprises publiques (fédérales, provinciales et locales). On constate que les 3 composantes de l'investissement public sont en forte croissance depuis 2006, plus particulièrement les investissements des gouvernements, qui ont plus que doublé pendant cette période, passant de 5,1 G$ à 10,5 G$. Pour la même période, les dépenses en immobilisation des institutions sont passées de 2,8 G$ à 3,8 G$, et les investissements des entreprises publiques sont passés de 4,6 G$ à 7,5 G$. Dans tous les cas, il s'agit de sommets historiques.

Tableau 1

Dépenses en immobilisation du secteur public, par type d'organisme, Québec, 2006-2010[1]

	2006	2007	2008	2009	2010
			M$		
Gouvernements	5 109,2	6 544,6	8 431,5	10 145,4	10 532,1
Fédéral	649,5	737,5	827,9	962,8	1 067,1
Provincial	2 037,6	2 783,4	3 749,7	4 926,1	5 298,2
Locaux	2 422,1	3 023,8	3 853,9	4 256,6	4 166,8
Institutions	2 757,8	2 846,9	3 161,4	3 699,9	3 801,4
Éducation	1 486,0	1 623,5	1 731,1	1 802,9	1 915,1
Santé	1 271,7	1 223,4	1 430,2	1 897,1	1 886,3
Entreprises publiques	4 569,6	4 647,4	5 321,4	6 257,8	7 545,2
Fédérales	137,5	241,7	181,4	320,8	422,7
Provinciales	3 773,5	3 703,7	4 207,4	4 909,8	5 488,4
Locales	658,7	702,0	932,7	1 027,2	1 634,2
Total	12 436,6	14 039,0	16 914,3	20 103,1	21 878,7

1. 2006-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires; 2010 : perspectives.

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

Tableau 2

Dépenses en immobilisation ventilées selon certaines composantes, Québec, 2006-2010[1]

	2006	2007	2008	2009	2010
	M$				
Biens[2]	**11 240,2**	**11 783,2**	**12 502,6**	**11 919,7**	**13 167,9**
Construction	5 350,9	6 409,9	6 934,2	6 903,8	7 497,3
Machines et équipement	5 889,4	5 373,3	5 568,2	5 015,9	5 670,6
Services[2]	**22 904,1**	**25 997,3**	**27 685,6**	**27 960,5**	**28 784,5**
Construction	9 377,1	10 796,3	13 109,7	14 403,5	15 052,8
Machines et équipement	13 527,0	15 201,1	14 575,9	13 557,2	13 731,8
Logement[3]	**17 665,1**	**19 274,3**	**19 929,9**	**20 628,3**	**20 705,7**
Total	**51 809,4**	**57 054,8**	**60 118,2**	**60 508,4**	**62 658,2**
Construction	32 393,1	36 480,5	39 973,9	41 935,4	43 255,7
Machines et équipement	19 416,2	20 574,4	20 144,3	18 573,0	19 402,5
Privé	**39 372,8**	**43 015,8**	**43 203,9**	**40 405,2**	**40 779,5**
Construction résidentielle	17 665,1	19 274,3	19 929,9	20 628,3	20 705,7
Construction non résidentielle	5 551,9	6 910,1	7 222,0	5 965,6	6 162,3
Machines et équipement	16 155,8	16 831,4	16 052,0	13 811,3	13 911,5
Public	**12 436,6**	**14 039,0**	**16 914,3**	**20 103,1**	**21 878,7**
Construction	9 176,2	10 296,0	12 822,0	15 341,5	16 387,7
Machines et équipement	3 260,4	3 743,0	4 092,3	4 761,7	5 491,0

1. 2006-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires; 2010 : perspectives.
2. Statistique Canada, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord*, Canada 2002.
3. Construction uniquement.

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

PROCHAINE PARUTION : INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS, QUÉBEC ET SES RÉGIONS, JUIN 2010

Abréviations et signes conventionnels :

$	En dollars
G	En milliards
M	En millions
r	Donnée révisée
%	Pourcentage

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Pour plus de renseignements :

Jean-François Fortin
Direction des statistiques économiques et du développement durable
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone : 418 691-2411 poste 3175
Courriel : jean-francois.fortin@stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
1er trimestre 2010
ISSN 1715-6645 (en ligne)

Institut de la statistique Québec

COUP D'ŒIL SUR L'INVESTISSEMENT NON RÉSIDENTIEL : 2009

Afin de mesurer l'impact des turbulences économiques récentes, Statistique Canada a mené de façon exceptionnelle une enquête de mi-année sur les intentions d'investissements privés et publics en 2009. Cet exercice nous donne la chance de comparer les investissements prévus à trois moments différents pour l'année 2009.

Tableau 3

Dépenses en construction non résidentielle et en machines et équipement, Canada et provinces, 2009

	Perspectives[1]	Perspectives révisées[2]	Dépenses réelles provisoires[3]	Perspectives révisées par rapport aux perspectives	Données réelles provisoires par rapport aux perspectives
	M$			Variation en %	
Canada	237 539,6	227 867,2	227 857,4	-4,1	-4,1
Terre-Neuve-et-Labrador	3 365,3	3 693,4	3 543,5	+9,7	+5,3
Île-du-Prince-Édouard	622,0	653,3	587,3	+5,0	-5,6
Nouvelle-Écosse	4 871,0	4 554,1	4 532,8	-6,5	-6,9
Nouveau-Brunswick	4 049,0	3 266,0	4 373,7	-19,3	+8,0
Québec	42 168,4	38 285,5	39 880,1	-9,2	-5,4
Ontario	70 558,3	69 546,4	67 244,2	-1,4	-4,7
Manitoba	7 604,5	7 760,5	8 079,6	+2,1	+6,2
Saskatchewan	11 739,8	11 834,9	12 149,4	+0,8	+3,5
Alberta	62 472,8	61 070,1	56 231,4	-2,2	-10,0
Colombie-Britannique	27 889,9	24 734,3	28 631,1	-11,3	+2,7

1. Données enquêtées entre octobre 2008 et janvier 2009.
2. Données enquêtées entre mai 2009 et juin 2009.
3. Données enquêtées entre octobre 2009 et janvier 2010.

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

Au Canada, la baisse anticipée à la mi-année (- 4,1 %) s'est matérialisée comme prévu : les données de fin d'année n'indiquent qu'une faible baisse. Cependant, le portrait provincial varie beaucoup. Parmi les 4 grosses provinces, représentant 84,3 % des investissements non résidentiel selon les données réelles provisoires 2009, seule la Colombie-Britannique a inversé la tendance baissière anticipée à la mi-année pour atteindre une croissance positive de 2,7 %. Le Québec, province pour laquelle on anticipait une décroissance de l'ordre de 9,2 %, a finalement fait mieux que prévu, malgré la décroissance observée en fin d'année de 5,4 %. En Ontario et en Alberta, les intentions d'investissement se sont détériorées deux fois, atteignant - 4,7 % et - 10,0 % respectivement en fin d'année. Dans le cas ontarien, la forte baisse dans le secteur de la fabrication du matériel du transport (- 55,3 % ou - 1,7 G$) explique en bonne partie la baisse par rapport aux intentions de début d'année, alors qu'en Alberta, cette baisse se matérialise en grande partie dans l'extraction de pétrole et de gaz (- 9,7 % ou - 2,5 G$) et dans le transport et entreposage (- 21,4 % ou - 1,2 G$).